



**CREDIT AGRICOLE DE NORMANDIE- SEINE**

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**AU 30 JUIN 2009**

**CREDIT AGRICOLE DE NORMANDIE- SEINE**

Société coopérative à capital variable,  
régie par les dispositions du Livre V du Code Monétaire et Financier.  
Siège social : Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque, 76 230 Bois-Guillaume.  
RCS : 433 786 738 Rouen.

# SOMMAIRE

Déclaration du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général .....	3
Rapport semestriel d'activité au 30/06/2009 .....	4
Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30/06/2009.....	19
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2009 .....	48

## Déclaration du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine

Conformément à l'article 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, vous trouverez ci-dessous, la déclaration de Mrs Philippe LETHROSNE et Frédéric THOMAS, respectivement Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine, sur la responsabilité du rapport financier semestriel.

### 1. Déclaration du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général

Nous déclarons assumer la responsabilité du rapport financier semestriel, et nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine, et de l'ensemble des Caisses Locales comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6.

### 2. Faits marquants du premier semestre 2009, et principaux risques et incertitudes du second semestre 2009

Dans un contexte économique et financier particulièrement perturbé, la Caisse Régionale de Normandie-Seine n'a pas enregistré d'évènements marquants au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année et n'a pas identifié de risques majeurs susceptibles d'affecter significativement les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2009.

A Bois-Guillaume,  
Le 31 juillet 2009

Le Président du Conseil d'Administration



Philippe LETHROSNE

Le Directeur Général



Frédéric THOMAS

# Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2009

## **1) Environnement économique et financier**

### **1.1 Environnement national et international**

Après une longue période de prospérité, l'économie mondiale est ouvertement entrée en période de récession avec une perspective selon l'OCDE d'un retrait de près 0,5 point de l'activité des pays de l'OCDE pour 2009. Même si l'on perçoit sur cette fin de semestre quelques signaux positifs (rebond des marchés actions, dégonflement des primes de risque...), il n'en reste pas moins vrai que les excès financiers dont s'est nourrie l'économie mondiale doivent encore être corrigés afin d'entrevoir un redémarrage de la croissance sur des bases assainies.

C'est ainsi que la zone euro a connu sur le 1<sup>er</sup> semestre un taux de chômage de plus de 9%, soit le niveau le plus élevé depuis 10 ans, avec des pays d'Europe Centrale particulièrement touchés par la crise avec notamment un effondrement des exportations et de la consommation.

L'économie américaine laisse entrevoir une reprise qui reste toutefois chancelante et qui sera obligatoirement freinée par le nécessaire effort d'épargne des ménages et l'impact du désendettement. Ce constat mitigé peut également s'appliquer aux marchés émergents au sein desquels les pays dits BRIC ont bénéficié de plans de relance d'ampleur allant jusqu'à 4,4 % du PIB.

Au plan national, le repli de l'activité constaté au 1<sup>er</sup> semestre a probablement atteint son paroxysme avec un retrait du PIB de -1,2 % pour le 1<sup>er</sup> trimestre et une prévision à -0,7 % pour le deuxième. Le point le plus préoccupant reste certainement l'ampleur de la détérioration du marché du travail, avec un taux de chômage de 8,7 % au premier trimestre qui devrait continuer à se dégrader jusqu'au terme de 2010.

La région Haute-Normandie n'échappe pas aux difficultés économiques avec des carnets de commandes atones et un taux d'utilisation des capacités productives en retrait de 15 % par rapport à la moyenne sur longue période.

### **1.2 Evolution des marchés financiers**

Au niveau des marchés financiers, les principales places mondiales ont enregistré des évolutions irrégulières au cours du premier semestre avec au final une quasi stagnation de l'ensemble des principaux indices boursiers par rapport au 31 décembre 2008.

Les politiques de baisses de taux, concertées pour certaines, se sont traduites au niveau de la Banque Centrale Européenne par la fixation à 1 % de son principal taux directeur depuis mai 2009. Ainsi, la baisse importante de l'ensemble des taux à court terme aura permis de ramener l'Euribor 3 mois de 2,89 % à 1,09 % à la fin du 1<sup>er</sup> semestre.

Parallèlement, les taux longs ont continué à progresser sous le poids d'une inquiétude accrue des marchés concernant la détérioration des finances publiques et le risque d'un retour de l'inflation. Ainsi, l'OAT 10 ans passe de 3,51 % à 3,89 % à fin juin 2009.

### **1.3 Contexte bancaire**

Les comportements d'aversion au risque des agents économiques sont toujours prédominants du fait de la crise financière et de la chute marquée des marchés des actions. Les placements des ménages, poursuivant les tendances relevées en 2008, sont massivement investis dans l'épargne liquide et l'assurance-vie qui reste le principal support d'épargne. Au deuxième semestre, les flux des placements liquides risquent d'être beaucoup plus modestes, voir négatifs compte tenu d'une rémunération moins attractive.

Le ralentissement des crédits habitat se poursuit sous l'effet conjugué d'un tassement du marché immobilier et d'un comportement attentiste des acheteurs dans un contexte d'absence de répercussion de la baisse des taux courts sur la partie long terme de la courbe des taux.

## **2) L'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine**

### **2.1 Activité commerciale**

Dans un contexte économique perturbé caractérisé par une demande de crédits en forte baisse sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009, la Caisse Régionale poursuit son soutien à l'économie régionale en réalisant 783 millions d'euros de crédits nouveaux pour atteindre un encours de crédits de 8,2 milliards d'euros en croissance de 7,1% sur an et ce au travers d'une contribution de l'ensemble de ses marchés, à savoir l'habitat (+ 7,8%), les entreprises et les professionnels (+ 4,6%), l'agriculture (+ 8,8%) et enfin, les collectivités publiques (+ 6%).

Cette politique volontariste permet à la Caisse Régionale d'enregistrer une progression de près d'un point de sa part de marché crédit au plan régional au 30/04/2009.

Les encours d'épargne bancaire évoluent favorablement de 6,2 % en année glissante, notamment sous l'effet de la commercialisation de plus de 66 000 livrets A.

L'assurance-vie retrouve un dynamisme avec des souscriptions en hausse de près de 6 % impactant positivement l'encours (+ 3%) alors que dans le même temps le portefeuille d'OPCVM enregistre un retrait de 3%, continuant à souffrir de l'instabilité des marchés financiers.

L'équipement de la clientèle en produits et services s'inscrit dans une bonne dynamique avec la commercialisation de 97 000 nouveaux contrats, soit une progression de 8 % sur un an. Confirmant son engagement dans une démarche complète de banque-assureur, la Caisse Régionale affiche notamment une croissance de 10 % de son portefeuille de contrats d'assurance de biens et de personnes sur les marchés des professionnels et de l'agriculture.

	Millions d'€	Evolution sur 1 an
Encours de crédit	8 213	+ 7,1 %
Encours global de collecte	11 035	+ 0,3 %

### **2.2 Faits marquants de la période et principaux risques et incertitudes du second semestre 2009**

Dans un contexte économique et financier particulièrement perturbé, la Caisse Régionale de Normandie-Seine n'a pas enregistré d'évènements marquants au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année et n'a pas identifié de risques majeurs susceptibles d'affecter significativement les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2009.

## 2.3 Tableau d'activité et de résultats semestriels (base sociale)

En milliers d'euros	30/06/2009 (6 mois)	30/06/2008 (6 mois)	31/12/2008 (12 mois)
<b>Produit net bancaire</b>	<b>176 479</b>	<b>169 861</b>	<b>315 500</b>
Charges générales d'exploitation	-89 024	-86 751	-166 833
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-3 929	-4 021	-8 091
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>83 526</b>	<b>79 089</b>	<b>140 576</b>
Coût du risque	-16 472	-7 035	-16 559
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>67 054</b>	<b>72 054</b>	<b>124 017</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-217	987	-618
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>66 837</b>	<b>73 041</b>	<b>123 399</b>
Résultat exceptionnel	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	-14 285	-11 429	-23 679
Dotations/reprises des FRBG et provisions réglementées	14	-10	-8 712
<b>Résultat net social</b>	<b>52 566</b>	<b>61 602</b>	<b>91 008</b>

### 2.3.1 Produit net bancaire

L'activité des établissements bancaires est mesurée par le Produit Net Bancaire, différence entre les produits financiers et accessoires et les charges financières.

Le PNB s'élève au 30 juin 2009 à 176,5 millions d'euros, soit une hausse de 3,9 % par rapport au 30 juin 2008.

- Les Produits nets d'intérêts et revenus assimilés, principale composante du PNB avec 81,1 millions d'euros, affichent une hausse de 12,4 % au travers d'un développement des encours de crédits (+10 % en encours moyens) venant compenser la baisse du rendement de l'encours de prêt toutefois atténuée par la diminution du coût moyen des ressources d'épargne. Ces effets favorables sur le niveau de la marge sur intérêts se trouvent amplifiés par l'enregistrement de 2,6 millions d'euros de reprises de provisions épargne-logement contre une dotation de 1,9 millions d'euros à juin 2008.
- Seconde composante du PNB, les produits nets de commissions enregistrent les commissions versées par Crédit Agricole SA pour le placement des produits d'épargne ainsi que celles relatives à la vente de produits et services à la clientèle. Avec un montant de 68,6 millions d'euros, celles-ci affichent une progression de 17 % qu'il convient de relativiser au regard de l'évolution du périmètre d'affectation des commissions liées à la commercialisation des contrats d'assurance décès (antérieurement comptabilisées en « autres produits d'exploitation »). Retraités de cette évolution, les produits nets de commissions sont quasi stables alors qu'ils enregistrent une croissance significative de la charge de liquidité.
- Les produits nets sur opérations financières connaissent un retrait contenu de 2,8 %. Ils comptabilisent les produits financiers issus des emplois de fonds propres en titres de participations et les dépréciations ou externalisations de plus-values sur les titres de placements. Au cours de ce 1<sup>er</sup> semestre, la gestion plus active du portefeuille de placements conduisant à l'externalisation de plus-values latentes (7,1M€) et l'évolution de la rémunération des avances de trésorerie faites à Crédit Agricole SA compensent le recul (-13,6 M€) du dividende versé par la SAS « Rue de la Boétie ». La meilleure tenue des marchés financiers permet, en outre, d'enregistrer 1,4 M€ de reprise nette de dépréciations sur le portefeuille de placement pour une dotation nette de 2 M€ au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008.
- Comme indiqué ci-dessus, les autres produits nets d'exploitation ont vu leur périmètre modifié des commissions encaissées sur la commercialisation des contrats d'assurance-décès d'où une évolution non significative pour ce premier semestre 2009.

### **2.3.2 Le résultat brut d'exploitation**

Les charges de fonctionnement nettes enregistrent une hausse contenue de 2,4 % par rapport à 2008.

- Première composante des charges de fonctionnement nettes, les frais de personnel, à effectif stable, affichent une progression de 3,8 % dans un contexte de renforcement des compétences dédiées à l'ensemble des réseaux commerciaux nécessaires à la conquête de nouvelles clientèles patrimoniales et professionnelles.
- Les autres frais administratifs sont en progression contenue de 0,25 % démontrant la poursuite des efforts de rationalisation de ces postes de dépenses. Cette évolution est d'autant plus satisfaisante qu'elle s'inscrit dans un contexte de régularisations défavorables liées à l'exercice 2008 dont le retraitement aboutirait à une évolution baissière de 2,5 % de l'ensemble des ces postes.

L'évolution respective du PNB et des charges de fonctionnement se traduit par un résultat brut d'exploitation de 83,5 millions d'euros en progression de 5,6 % par rapport à juin 2008.

Il en résulte un coefficient d'exploitation de 52,7 % en retrait de 0,8 point, toujours par rapport à juin 2008.

### **2.3.3 Le résultat net**

Le niveau du résultat brut d'exploitation permet de supporter un coût du risque de 16,5 millions d'euros en progression de 9,4 millions d'euros par rapport au 30 juin 2008, conséquence directe de la dégradation de l'environnement économique régional impactant défavorablement le niveau des risques crédits individuels notamment sur les marchés des entreprises et des professionnels.

Cette évolution du risque individuel se trouve atténuée par une reprise de provisions à hauteur de 4,5 millions d'euros pour risque crédit collectif selon la réglementation Bâle II, le stock de provisions collectives s'établissant à 112,1 M€.

Après enregistrement de la charge fiscale, le Résultat net arrêté au 30 juin 2009 s'élève à 52,6 millions d'euros en retrait de 14,7 %.

## **2.4 Perspectives**

Après 6 mois de mise en œuvre de son nouveau plan à moyen terme « Normandie-Seine 2012, réussir ensemble », le renforcement des équipes commerciales et une spécialisation des métiers sont désormais une réalité. Ces évolutions commerciales amèneront un développement des activités à plus forte valeur ajoutée et une plus grande personnalisation de la relation clientèle. Dans un contexte économique difficile, la Caisse Régionale démontre ainsi au cours de ce premier semestre ses capacités de résistance commerciales et financières lui permettant de poursuivre son engagement volontariste au côté de ses clients et de l'ensemble des acteurs économiques régionaux.

## **3) Les comptes consolidés**

### **3.1 Présentation juridique de l'entité**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine est une société coopérative à capital variable régie par le LIVRE V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé, Cité de l'Agriculture, chemin de la Bretèque, 76 230 Bois-Guillaume. Elle est inscrite au registre du commerce de Rouen sous le numéro 433 786 738, code NAF 6419Z.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine a émis des CCI (Certificats coopératifs d'investissement), qui sont cotés sur le marché EUROLIST - Compartiment C (code ISIN : FR0000044364).

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Normandie-Seine, 73 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent les comptes de la Caisse régionale ainsi que ceux des Caisses locales.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Normandie-Seine est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Crédit Agricole S.A. détient 25% du capital de la Caisse régionale, sous forme de Certificats Coopératifs d'Associés émis par la Caisse régionale.

La Caisse régionale de Normandie-Seine fait partie du périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole.

### **3.2 Principes et Méthodes applicables dans le groupe**

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés semestriels résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009.

Le Groupe Crédit Agricole applique ce référentiel, en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union Européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine au 31 décembre 2008, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30/06/09 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2009. Celles-ci portent sur :

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions
- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle

La première application d'IFRS 8 n'a pas entraîné de modification dans l'information sectorielle présentée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine. En effet, le premier niveau d'information sectorielle présentée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine sur les exercices précédents correspond déjà en pratique aux secteurs opérationnels à présenter selon les dispositions d'IFRS 8.

- l'amendement de la norme IAS 23 issu du règlement du 10 décembre 2008 (CE n° 1260/2008), relative aux coûts d'emprunt
- l'amendement de la norme IFRS 2 issu du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1261/2008), relative au paiement fondé sur des actions et portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations de transactions
- l'interprétation IFRIC 13 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1262/2008), relative au programme de fidélisation des clients
- l'interprétation IFRIC 14 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1263/2008) et relative au plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, aux exigences de financement minimal et à leur interaction dans le cadre de la norme IAS 19 portant sur les avantages du personnel



- la révision de la norme IAS 1 issue du règlement du 17 décembre 2008 (CE n° 1274/2008), relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes
- les amendements des normes IAS 32 et IAS 1, issus du règlement du 21 janvier 2009 (CE n° 53-2009), relatifs au classement de certains instruments financiers et aux informations liées à fournir
- les amendements des normes IAS 27 et IFRS 1, issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatifs au coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée
- 35 amendements issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n°70-2009), visant à améliorer et clarifier 18 normes. Il est à noter que la date de première application de l'amendement de la norme IFRS 5, et de l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle, est repoussée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n°69-2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle. Ces amendements seront appliqués pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2008 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les dépréciations durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

### 3.3 Présentation des principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés par rapport aux comptes individuels

Les tableaux détaillés sont présentés au début de la partie : « Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2009 ».

Les principaux retraitements par rapport aux comptes individuels concernent les points suivants :

#### 3.3.1 Au niveau du résultat :

- PNB :
  - Gains ou pertes nets sur portefeuilles à la Juste Valeur par résultat : + 0,7 million d'euros.
  - Elimination des intérêts sur parts sociales perçus par les Caisses Locales de la Caisse Régionale (intragroupe) : - 2,4 millions d'euros
  - Annulation des reprises (nettes de dotations) pour dépréciation temporaire sur les titres AFS (disponibles à la vente) : - 1,4 million d'euros.
- Coût du risque :
  - Reclassement en coût du risque d'une provision durable : - 0,2 million d'euros.
  - Sur le premier semestre 2008, le coût du risque consolidé avait été impacté positivement de 4,8 millions d'euros, par le retraitement d'une dépréciation relative à des dérivés constituée dans les comptes individuels au titre de moins-values latentes.
- Résultat sur actifs immobilisés :
  - Elimination des dotations (nettes de reprises) aux dépréciations temporaires sur les titres de participation classés en titres disponibles à la vente « AFS » : + 0,4 million d'euros.
- Charges fiscales :
  - Augmentation des charges fiscales de 3,9 millions d'euros, au titre des impôts différés.
- FRBG et Provisions réglementées :
  - Correspond à l'annulation des dotations nettes FRBG (Fonds pour Risques Bancaires Généraux) des Caisses Locales sur le semestre, pour un montant de 0,3 million d'euros.

#### 3.3.2 Au niveau des capitaux propres :

- Capital et réserves liées :
  - Elimination du capital social de la Caisse Régionale de Normandie-Seine détenu par les Caisses Locales (intragroupe) : - 53,1 millions d'euros
- Réserves :
  - Stock d'impôts différés au 01/01/09 : + 53,1 millions d'euros
  - Elimination des intérêts sur parts sociales perçus par les Caisses Locales de la Caisse Régionale (intragroupe) : + 2,4 millions d'euros.
  - Annulation du droit au bail et des amortissements dérogatoires au 01/01/09 : -2,2 millions d'euros.
  - Report des retraitements IFRS des exercices antérieurs : + 31,2 millions d'euros.
- Gains ou pertes latents ou différés :
  - Juste valeur (nette d'impôts différés de 0,5 million d'euros) des titres de participation classés en AFS (disponible à la vente) : + 21,6 millions d'euros.
  - Juste valeur (nette d'impôts différés) des titres de placement classés en AFS : + 14,2 millions d'euros.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine présente ci-après le passage :

### Des résultats individuels au résultat consolidé (en millions d'€)

	30/06/2009			30/06/2008	
	Cptes ind CR	Cptes ind CL	Retraitements Consolidation	Comptes consolidés	Comptes consolidés
<b>PNB</b>	176,5	4,0	-3,1	177,4	170,7
Ch. G. d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-93,0	-1,0	0,0	-94,0	-91,9
<b>RBE</b>	<b>83,5</b>	<b>3,0</b>	<b>-3,1</b>	<b>83,5</b>	<b>78,7</b>
Coût du risque	-16,5	-0,2	-0,2	-16,8	-1,8
Résultat sur actifs	-0,2	0,0	0,4	0,2	0,0
Résultat exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Charges fiscales	-14,3	-0,5	-3,9	-18,7	-15,8
FRBG et Provisions Réglementées	0,0	-0,3	0,3	0,0	0,0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>52,6</b>	<b>2,0</b>	<b>-6,5</b>	<b>48,1</b>	<b>61,1</b>

### Des capitaux propres individuels aux capitaux propres consolidés (en millions d'€)

	Comptes individuels CR	Comptes individuels CL	Retraitements Consolidation	30/06/2009	31/12/2008
				Comptes consolidés	Comptes consolidés
Capital et primes liées au capital	273,7	43,0	-53,1	263,6	263,5
Réserves	752,7	24,3	84,5	861,5	777,2
Gains ou pertes latents ou différés	0,0	0,0	35,6	35,6	-90,1
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0,2	0,0	-0,2	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	52,6	2,0	-6,5	48,1	97,9
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 079,2</b>	<b>69,3</b>	<b>60,3</b>	<b>1 208,8</b>	<b>1 048,5</b>

## **4) Facteurs de risques**

### **4.1 Risque de crédit**

#### **4.1.1 Description - Définition**

La stratégie de distribution du crédit revue en fin d'année 2008, n'a pas été modifiée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009. En effet, elle répond à un objectif de distribution maîtrisée des crédits et elle s'appuie sur les éléments suivants :

- une définition des grands risques basée sur Bâle II, spécifique à la Caisse régionale, à partir de laquelle est calculée une limite globale de 200 % des fonds propres et pour lesquels un avis risque indépendant a été instauré conformément à la réglementation.

- une politique de division des risques et une politique de partage qui intègrent tout à la fois la qualité de la notation liée à Bâle II et l'exposition pondérée sur chaque contrepartie.

Ces politiques risques sont complétées par des politiques de distribution propres à chaque marché, encadrées par des politiques de délégation déclinées pour l'ensemble des fonctions et des politiques de garanties prenant en compte la notation Bâle II des contreparties.

#### **4.1.2 Principales évolutions en terme :**

##### **4.1.2.1 D'objectifs et de politique**

Aucune modification n'a été apportée aux objectifs et à la politique risques depuis le début de l'année 2009, seules des règles plus précises ont été diffusées pour encadrer les financements de LBO. En revanche, des évolutions pourront être apportées à cette politique au cours du second semestre en fonction du contexte économique et des analyses risques afférentes.

##### **4.1.2.2 De gestion du risque**

###### 4.1.2.2.1 Organisation et dispositif de suivi

Au cours du premier semestre 2009, la mise en place d'une nouvelle organisation commerciale a été réalisée. Ses apports au niveau de la gestion des risques consistent en une prise en charge de la clientèle professionnelle par des équipes dédiés au sein de pôles « professionnels » et au recentrage des agences de proximité sur la clientèle des particuliers. Dans ce cadre, des adaptations ont été apportées aux délégations du réseau de proximité sans modification de leur niveau.

Cette nouvelle organisation et l'environnement économique ont aussi conduit à la révision des revues de portefeuille et à leur démultiplication au niveau des marchés ainsi qu'à la mise en place d'un accompagnement pédagogique sous la forme de bagages de traitement des risques pour les marchés particuliers et professionnels.

Dans le même temps pour le marché des entreprises, les délégations pour les financements court terme et pour les comptes débiteurs ont été amendées.

Dans le domaine du pilotage des risques, de nouveaux outils ont été mis en œuvre ou affinés au cours de ce premier semestre. Ils concernent le suivi des crédits court terme relais et des prêts in fine pour le marché des particuliers, des LBO et des covenants pour les entreprises. Des indicateurs avancés de risque tels que l'évolution du poids des règlements judiciaires/liquidations judiciaires, les entrées de dossiers en recouvrement contentieux ainsi que les dépôts de dossiers de surendettement par rapport au portefeuille de la Caisse Régionale, ont également été définis. Enfin, le suivi des grands risques selon la définition propre à la caisse régionale et l'évolution comparée des encours risqués par filière sont réalisés et présentés régulièrement en comité des risques et en comité de contrôle interne.

###### 4.1.2.2.2 Méthodologie et Systèmes de mesure

L'utilisation de Bâle II dans la mesure des risques s'est poursuivie et l'analyse de l'évolution du risque pondéré Bâle II par classe d'actif de pondération a été présentée aux instances (Comité de Contrôle Interne et Comité d'Audit), avec l'exposition en fonds propres.

#### 4.1.2.3 D'exposition

##### 4.1.2.3.1 Exposition maximale

En milliers d'euros	Notes Comptes consolidés semestriels	30.06.2009	31.12.2008
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat ( <i>hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte</i> )	5.1	7 739	11 777
Instruments dérivés de couverture	Bilan actif	40 898	34 320
Actifs disponible à la vente ( <i>hors titres à revenu variable</i> )	5.2	488 265	365 276
Prêts et créances sur les établissements de crédit ( <i>hors opérations internes</i> )	5.3	3 110	3 058
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	8 178 709	8 012 495
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Bilan actif	77 335	64 184
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)</b>		<b>8 796 056</b>	<b>8 491 110</b>
Engagements de financement donnés	6	1 445 054	1 270 927
Engagements de garantie financière donnés	6	155 055	138 940
Provisions - Engagements par signature	5.9	2 719	2 276
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>		<b>1 602 828</b>	<b>1 412 143</b>
<b>TOTAL Exposition nette</b>		<b>7 193 228</b>	<b>7 078 967</b>

##### 4.1.2.3.2 Exposition par agent économique (base consolidée IFRS)

##### Prêts et créances sur la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros)	30.06.2009					
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	Total
Administrations centrales						0
Etablissements de crédit						0
Institutions non établissements de crédit	679 398					679 398
Grandes entreprises	1 552 985	33 860	15 457	22 032	18 570	1 518 958
Clientèle de détail	6 109 226	49 656	31 577	40 999	30 700	6 046 949
<b>Total *</b>	<b>8 341 609</b>	<b>83 516</b>	<b>47 034</b>	<b>63 031</b>	<b>49 270</b>	<b>8 245 305</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						45 531
<b>Dépréciations sur base collective</b>						-112 127
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>8 178 709</b>

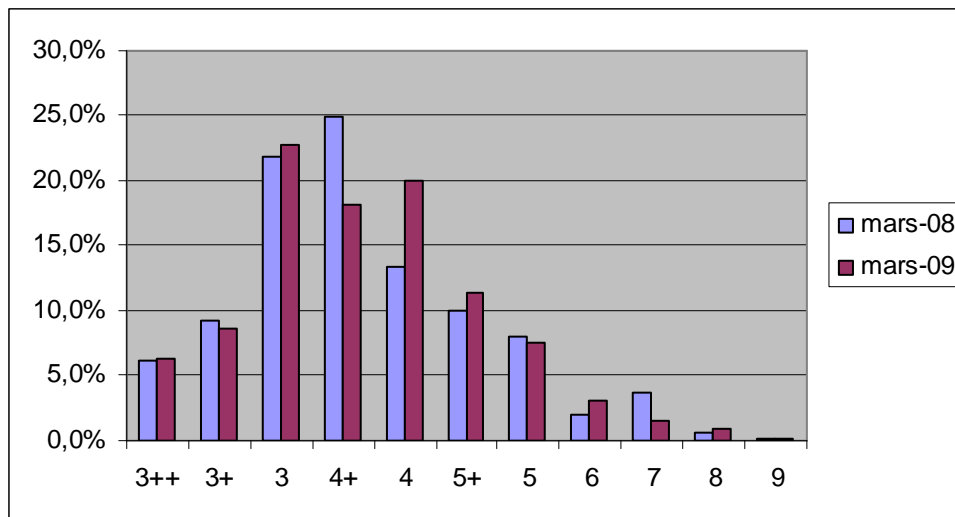
\* Dont encours clientèle sains restructurés pour 2 419 milliers d'euros

(En milliers d'euros)	31.12.2008					
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	Total
Administrations centrales						0
Etablissements de crédit						0
Institutions non établissements de crédit	738 742					738 742
Grandes entreprises	1 482 164	20 043	13 594	17 935	16 317	1 452 253
Clientèle de détail	5 941 884	38 923	18 874	41 712	30 510	5 892 500
<b>Total *</b>	<b>8 162 790</b>	<b>58 966</b>	<b>32 468</b>	<b>59 647</b>	<b>46 827</b>	<b>8 083 495</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						45 606
<b>Dépréciations sur base collective</b>						-116 606
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>8 012 495</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés pour 2 874 milliers d'euros

#### 4.1.2.4 Qualité des encours

Elle peut être mesurée, pour les contreparties entreprises, professionnels et agriculteurs, à partir de l'évolution de leur cotation de crédit Banque de France (cf. tableau ci-après). La comparaison, de mars 2008 à mars 2009, montre plus particulièrement un glissement important des encours notés 4+ assez satisfaisants vers les catégories 4 et 5+ (acceptable à passable). Par ailleurs, les meilleures cotations 3++ à 3 se maintiennent globalement à 37 % et les encours sensibles 6 à 8 diminuent dans leur ensemble passant de 6,3 % à 5,4 %.



#### 4.1.2.5 Coût du risque

Il s'établit à 16,5 millions d'euros, en progression de 9,5 millions d'euros sur un an. Cette évolution se doit d'être relativisée dans son ampleur au regard de l'existence au 30 juin 2008 de 5 millions d'euros de reprise de provisions sur les actions en responsabilité.

Ce coût du risque reste majoritairement impacté par les crédits qui enregistrent des dotations nettes sur les créances individuelles à hauteur de 19,9 M€, dont la moitié sur le marché des entreprises, et en hausse de 12,2 M€ sur un an. Cette évolution, directement imputable à la dégradation de l'environnement économique, se trouve atténuée par une reprise nette de 4,5 millions d'euros sur le risque collectif crédits qui joue ainsi pleinement son rôle contra-cyclique par rapport à la hausse des risques individuels.

Il en résulte une légère érosion de 69,5 % à 65,7 % du taux de provisionnement du portefeuille de créances individuelles (en principal) toutefois compensée par un accroissement de 6,8 millions d'euros du stock de provisions collectives qui bénéficie du renforcement opéré en fin d'année 2008 et qui permet ainsi d'afficher un encours de 112,1 millions au 30 juin 2009.

#### 4.1.3 Perspectives d'évolution pour le second semestre

Le second semestre verra un renforcement des procédures d'identification par les marchés des risques latents permettant ainsi d'optimiser le pilotage et la maîtrise des risques crédit afin de mieux appréhender l'évolution du coût.

## **4.2 Risques de marché**

### **4.2.1 Description - Définition**

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

### **Comptes individuels**

Dans le cadre de sa politique financière annuelle, la Caisse Régionale définit des limites en scénario catastrophe et en VAR sur le portefeuille de placement, soumis au risque de marché. Le portefeuille de référence sert de support à l'élaboration de ces limites. Il représente l'allocation en actions maximale autorisée pour l'année 2009, à savoir 10%.

- **Le scénario catastrophe (limite annuelle et consommation)**

Le scénario catastrophe est fondé sur la survenance concomitante d'une baisse de 150 points de base du rendement des placements monétaires dynamiques, d'une hausse de 200 points de base des taux obligataires, d'une baisse de 20 % des placements actions et de 10 % des placements alternatifs.

La survenance d'un scénario catastrophe sur le portefeuille de référence 2009, entrainerait une perte de 23 M€ à horizon 1 mois. C'est la limite annuelle en scénario catastrophe définie dans la politique financière de la Caisse Régionale pour 2009.

Au 30/06/2009, l'application d'un scénario catastrophe sur l'exposition réelle du portefeuille de placement génère une perte de 13,4 M€, soit une consommation de limite de 58,3% de la limite annuelle.

- **La VAR (limite annuelle et consommation)**

La limite en VAR sur le portefeuille de placement définie pour l'année 2009 est de 9 M€. Elle mesure la perte potentielle maximale par rapport à l'espérance de rendement, à 1 mois dans 99% des cas.

Au 30/06/2009, la VAR du portefeuille de placement est de 5 M€, soit une consommation de 55.4% de la limite annuelle.

- **Dispositif de suivi de consommation et d'alerte**

Les limites annuelles en VAR et en Scénario catastrophe ont été validées par le Conseil d'Administration du 29/04/2009.

Un calcul de consommation de limite est réalisé chaque trimestre et présenté en Comité Finance et Gestion. En cas de dépassement de limite, le Conseil d'Administration doit être alerté par la Direction Financière.

## Comptes consolidés IFRS

La Caisse Régionale de Normandie-Seine est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur.

Les principaux impacts relatifs aux éléments du bilan au 30/06/2009 valorisés à la juste valeur sont présentés ci-dessous :

### 4.2.1.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

En milliers d'euros	Au 30/06/2009	
	Actif	Passif
Titres détenus à des fins de transaction	0	0
Instruments dérivés de transaction	7 739	4 567
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>7 739</b>	<b>4 567</b>

Les variations de juste valeur de ces actifs et passifs sont comptabilisées par résultat.

### 4.2.1.2 Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (AFS)

(en milliers d'euros)	30.06.2009			31.12.2008		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	262 300	25 025	4 324	283 055	30 148	5 880
Actions et autres titres à revenu variable	16 701	994	97	15 915	959	98
Titres de participation non consolidés	464 078	24 219	2 107	333 024	14 778	120 993
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	360			267		
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>743 439</b>	<b>50 238</b>	<b>6 528</b>	<b>632 261</b>	<b>45 885</b>	<b>126 971</b>
<b>Impôts</b>		<b>-9 436</b>	<b>-1 522</b>		<b>-10 977</b>	<b>-2 059</b>
<b>Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)</b>		<b>40 802</b>	<b>5 006</b>		<b>34 908</b>	<b>124 912</b>

Les variations de juste valeur de ces actifs et passifs sont comptabilisées dans les fonds propres.

## 4.2.2 Principales évolutions :

Le risque de marché sur le portefeuille de placement s'est réduit au cours du 1er semestre 2009. La perte calculée en cas de survenance d'un scénario catastrophe passe de 18,9 M€ à 13,4 M€ entre le 31/12/2008 et le 30/06/2009.

## 4.3 Gestion du bilan :

### 4.3.1 Risque de taux d'intérêt global

#### Définition

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale de la Caisse Régionale, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones. La Caisse Régionale utilise la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son exposition au risque de taux

La mesure du risque de taux s'effectue en appliquant un choc de taux de 200 bp sur le bilan de la Caisse Régionale (Stress Scénario). Les limites définies par la Caisse Régionale de Normandie Seine sont les suivantes :

- L'impact actualisé d'un choc de taux sur les 12 prochains mois doit être inférieur à 3,5% du PNB et à 8 % du RBE de la Caisse Régionale.



- L'impact actualisé d'un choc de taux sur toutes les maturités doit être inférieur à 10 % des fonds propres prudentiels de la Caisse Régionale.

La Caisse Régionale est exposée à la hausse des taux. Au 31/03/2009, l'exposition de la Caisse Régionale respecte le dispositif de limites validé lors du Conseil d'Administration du 29/04/2009. Par ailleurs, la Caisse Régionale respecte les recommandations de Crédit Agricole SA en matière d'exposition au risque de taux d'intérêt global.

Compte tenu de l'exposition de la Caisse Régionale au risque de taux d'intérêt global, 2 opérations de couverture ont été réalisées au cours du 1er semestre, pour un montant unitaire de 50 M€. Elles permettent à la Caisse Régionale de réduire son exposition risquée à la hausse des taux.

L'exposition au risque de taux est mesurée trimestriellement et présentée en Comité Finance et Gestion, ainsi que des propositions de couvertures en fonction des limites et des anticipations en matière d'évolution des taux d'intérêts. L'ensemble de ces éléments (mesure, stress scénario et limites) est présenté également régulièrement au Conseil d'Administration.

### **4.3.2 Risque de liquidité et de financement**

- Ratio de liquidité réglementaire

Aux termes du règlement CRB 88.01, les établissements de crédit doivent présenter un coefficient de liquidité supérieur à 100 %.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie Seine a respecté ce seuil tout au long du premier semestre 2009, comme elle l'avait respecté sur l'ensemble de l'année 2008. Au 30/06/2009, le ratio de liquidité de la Caisse Régionale est de 164 %.

- Système de gestion du risque de liquidité : limite d'endettement court terme

Depuis le 1er janvier 2009, la Caisse Régionale doit respecter une limite d'endettement court terme. Cette limite a été fixée à 227 M€ au 01/01/2009, puis révisée à 449 M€ au 01/04/2009. La Caisse Régionale a toujours respecté sa limite d'endettement à court terme. Au 30/06/2009, elle consomme 268 M€ à court terme, soit une utilisation de 60 % de sa limite autorisée.

## **4.4 Risques opérationnels**

### **4.4.1 Description - définition**

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- *gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels* : supervision du dispositif par la direction générale (via le comité des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du comité de contrôle interne), rôles des Responsables des Contrôles Permanents et des Risques (Crédit Agricole S.A et entités) en matière d'animation du dispositif et de synthèse, responsabilités des entités dans la maîtrise de leurs risques (par l'intermédiaire du réseau des Managers des Risques Opérationnels),
- *identification et évaluation qualitative des risques* à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles,
- *collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes* pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque,

- *calcul et allocation des fonds propres réglementaires* au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau entité,
- réalisation périodique d'un *tableau de bord des risques opérationnels* au niveau entité, complété par une synthèse Groupe.

A la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine, le Management des Risques Opérationnels est intégré à la Direction des Risques, dans une cellule dédiée indépendante de toute fonction d'audit inspection, et hiérarchiquement rattachée au responsable du service Conformité et Risques Opérationnels, lui-même rattaché au RCPR (Responsables des Contrôles Permanents et des Risques).

#### 4.4.2 Principales évolutions et/ou actions

##### 4.4.2.1 Organisation et dispositif de surveillance des risques

Les modalités de «gouvernance» des risques opérationnels, revues et validées en 2007 en Comité Risques et Conformité et Comité de Direction, comprennent une politique de gestion, un plan de contrôle interne et une procédure d'alerte qui sont définis et formalisés dans la «politique de gestion des risques opérationnels » insérée dans le fonds documentaire de l'entreprise.

Lors de la démarche de détermination du périmètre des risques opérationnels menée en 2008, la filiale Normandie Seine Immobilier, qui fait partie du périmètre de contrôle interne de la Caisse Régionale, a été intégrée dans le périmètre « risques opérationnels », sans participation au calcul de l'exigence de fonds propres pour autant (dans la mesure où elle n'appartient pas au périmètre prudentiel consolidé de la Caisse Régionale).

A ce titre, elle a été dotée durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2009, avec exploitation immédiate, d'un dispositif allégé de cartographie et de collecte des incidents des risques opérationnels, par utilisation d'outils bureautique.

Aucune autre modification substantielle du dispositif n'est intervenue sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009.

Outre les travaux récurrents de collecte et d'analyse des incidents et pertes financières, la Caisse Régionale a, durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2009 et conformément au planning défini par Crédit Agricole SA, réalisé la cartographie des risques 2008. Une nouvelle analyse de scénarios majeurs est en cours et sera finalisée au 1<sup>er</sup> septembre 2009.

##### 4.4.2.2 Méthodologie

Le dispositif défini par le Groupe et décliné dans la Caisse Régionale vise à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an, prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement).

Les innovations en matière de méthodologie ont porté sur le 1<sup>er</sup> semestre 2009 uniquement sur l'intégration de l'outil de cartographie Europa dans le progiciel RCP (Risques et Contrôles Permanents) qui vise à unifier les fonctions existantes, prendre en compte les fonctions complémentaires et à communiquer avec les autres outils (*Scope pour les contrôles permanents et, à terme, Olympia pour la collecte des incidents et conséquences financières*).

Il sera utilisé pour la 1<sup>ère</sup> fois dès ouverture de la campagne de cartographie des risques 2009, à l'initiative de Crédit Agricole SA.

# COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2009

## CADRE GENERAL

### Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine est une société coopérative à capital variable régie par le LIVRE V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Son siège social est situé, Cité de l'Agriculture, chemin de la Bretèque, 76 230 Bois-Guillaume. Elle est inscrite au registre du commerce de Rouen sous le numéro 433 786 738, code NAF 6419Z.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine a émis des CCI (Certificats coopératifs d'investissement), qui sont cotés sur le marché EUROLIST - Compartiment C (code ISIN : FR0000044364).

Sont rattachées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine, 73 Caisses Locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent les comptes de la Caisse régionale ainsi que ceux des Caisses Locales.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Crédit Agricole S.A. détient 25% du capital de la Caisse Régionale, sous forme de Certificats Coopératifs d'Associés émis par la Caisse Régionale.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine fait partie du périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole.

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>	<b>30.06.2008</b>
Intérêts et produits assimilés	3.1	212 653	418 497	200 386
Intérêts et charges assimilées	3.1	-127 344	-271 296	-127 483
Commissions (produits)	3.2	85 085	140 139	70 290
Commissions (charges)	3.2	-14 597	-21 709	-9 032
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	802	6 992	-3 600
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	21 234	31 995	28 805
Produits des autres activités	3.5	472	24 504	11 854
Charges des autres activités	3.5	-872	-1 792	-556
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>177 433</b>	<b>327 330</b>	<b>170 664</b>
Charges générales d'exploitation	3.6	-90 094	-168 338	-88 142
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-3 866	-7 963	-3 789
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>83 473</b>	<b>151 029</b>	<b>78 733</b>
Coût du risque	3.8	-16 847	-18 670	-1 845
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>66 626</b>	<b>132 359</b>	<b>76 888</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	175	-73	-4
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>66 801</b>	<b>132 286</b>	<b>76 884</b>
Impôts sur les bénéfices	3.10	-18 683	-34 364	-15 818
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET</b>		<b>48 118</b>	<b>97 922</b>	<b>61 066</b>
Intérêts minoritaires				
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>48 118</b>	<b>97 922</b>	<b>61 066</b>

## **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>	<b>30.06.2008</b>
Écarts de conversion				
Actifs disponibles à la vente (1)		125 800	-372 313	-214 163
Instruments dérivés de couverture		-16	-540	-377
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence</b>		<b>125 784</b>	<b>-372 853</b>	<b>-214 540</b>
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		0	0	0
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe</b>	<b>3.11</b>	<b>125 784</b>	<b>-372 853</b>	<b>-214 540</b>
Résultat net part du groupe		48 118	97 922	61 066
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>		<b>173 902</b>	<b>-274 931</b>	<b>-153 474</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires				
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>173 902</b>	<b>-274 931</b>	<b>-153 474</b>

Les montants sont présentés net d'impôts.

(1) Les Caisses régionales de Crédit Agricole détiennent la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50% des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination de la valeur du titre. Ces opérations recouvrent par exemple les cessions de titres entre les Caisses régionales ou les augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Les modalités de valorisation du titre SAS Rue la Boétie prévues par la convention de liquidité reposaient jusqu'à présent essentiellement sur la valorisation au cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A. Elles ont été modifiées par décision unanime des Caisses Régionales et de Crédit Agricole S.A. le 19 mars 2009 afin de continuer à refléter l'objet de la société.

En conséquence, la juste valeur des titres SAS Rue la Boétie détenus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine s'est trouvée augmentée de 128 714 K€. L'écart net d'impôt entre la valeur au 30/06/2009 et celle qui aurait été obtenue selon les anciennes modalités représente 84 445 K€.

## BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
CAISSE, BANQUES CENTRALES		56 846	67 229
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	7 739	11 777
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		40 898	34 320
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5.2	743 439	632 261
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.3	377 087	208 266
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5.3	8 178 709	8 012 495
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX			
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		77 335	64 184
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		49 453	56 942
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		170 667	208 781
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE			
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5.7	1 155	1 160
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5.8	58 827	50 834
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.8	235	226
ECARTS D'ACQUISITION			
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>9 762 390</b>	<b>9 348 475</b>

(1) au 31/12/2008, cette ligne se décomposait comme suit : actifs d'impôts courants pour 4 639 K€ et actifs d'impôts différés pour 52 303 K€

## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>
BANQUES CENTRALES			
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	4 567	3 634
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		3 577	3 234
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.5	6 433 948	5 949 427
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	5.5	1 873 466	2 099 333
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	5.6	3 639	8 547
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		36 251	27 809
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES		1 648	
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		156 147	162 579
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE			
PROVISIONS	5.9	30 959	36 230
DETTES SUBORDONNEES	5.6	9 369	9 163
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>8 553 571</b>	<b>8 299 956</b>
CAPITAUX PROPRES	5.10		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		1 208 819	1 048 519
CAPITAL ET RESERVES LIEES		263 551	263 526
RESERVES CONSOLIDEES		861 504	777 209
GAINS OU PERTES COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		35 646	-90 138
RESULTAT DE L'EXERCICE		48 118	97 922
INTERETS MINORITAIRES			
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>1 208 819</b>	<b>1 048 519</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>9 762 390</b>	<b>9 348 475</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes liées	Elimination des titres auto-détenus						
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2008</b>	<b>82 177</b>	<b>182 281</b>	<b>0</b>	<b>791 017</b>	<b>282 715</b>	<b>0</b>	<b>1 338 190</b>		<b>1 338 190</b>
Augmentation de capital	-598			0			-598		-598
Variation des titres auto détenus				0			0		0
Distributions versées en 2008				-13 808			-13 808		-13 808
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-598</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-13 808</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-14 406</b>	<b>0</b>	<b>-14 406</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-214 540</b>	<b>0</b>	<b>-214 540</b>	<b>0</b>	<b>-214 540</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 1er semestre 2008				0		61 066	61 066		61 066
Autres variations				0			0		0
<b>Capitaux propres au 30 juin 2008</b>	<b>81 579</b>	<b>182 281</b>	<b>0</b>	<b>777 209</b>	<b>68 175</b>	<b>61 066</b>	<b>1 170 310</b>	<b>0</b>	<b>1 170 310</b>
Augmentation de capital	-334			0			-334		-334
Variation des titres auto détenus				0			0		0
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-334</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-334</b>	<b>0</b>	<b>-334</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-158 313</b>	<b>0</b>	<b>-158 313</b>	<b>0</b>	<b>-158 313</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat du 2ème semestre 2008				0		36 856	36 856		36 856
Autres variations				0			0		0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2008</b>	<b>81 245</b>	<b>182 281</b>	<b>0</b>	<b>777 209</b>	<b>-90 138</b>	<b>97 922</b>	<b>1 048 519</b>	<b>0</b>	<b>1 048 519</b>
<b>Affectation du Resultat 2008</b>						<b>97 922</b>			<b>-97 922</b>
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2009</b>	<b>81 245</b>	<b>182 281</b>	<b>0</b>	<b>875 131</b>	<b>-90 138</b>	<b>0</b>	<b>1 048 519</b>	<b>0</b>	<b>1 048 519</b>
Augmentation de capital	25			0			25		25
Variation des titres auto détenus				0			0		0
Distributions versées en 2009				-13 619			-13 619		-13 619
Dividendes reçus des CR et filiales				0			0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				0			0		0
Mouvements liés aux stock options				0			0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>25</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-13 619</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-13 594</b>	<b>0</b>	<b>-13 594</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres(1)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>125 784</b>	<b>0</b>	<b>125 784</b>	<b>0</b>	<b>125 784</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0			0		0
Résultat au 30/06/2009				0		48 118	48 118		48 118
Autres variations				-8			-8		-8
<b>Capitaux propres au 30 juin 2009</b>	<b>81 270</b>	<b>182 281</b>	<b>0</b>	<b>861 504</b>	<b>35 646</b>	<b>48 118</b>	<b>1 208 819</b>	<b>0</b>	<b>1 208 819</b>

(1) dont 128 552 K€ nets d'impôts liés à la modification des modalités de valorisation de la SAS Rue la Boétie telle que décrite sous le tableau "Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres"



## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	1er semestre 2009	1er semestre 2008	2008
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>66 801</b>	<b>76 884</b>	<b>132 286</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	3 904	3 833	8 047
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	9 990	2 962	17 753
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement	-186	-451	-382
Résultat net des activités de financement	206	512	717
Autres mouvements	3 740	-10 665	22 839
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>17 654</b>	<b>-3 809</b>	<b>48 974</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	529 556	273 000	855 344
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-405 990	-576 968	-919 125
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-6 160	2 084	-57 086
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	33 852	-22 712	-70 729
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-8 037	-33 781	-33 158
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>143 221</b>	<b>-358 377</b>	<b>-224 754</b>
<b>TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>227 676</b>	<b>-285 302</b>	<b>-43 494</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>	<b>-1 366</b>	<b>516</b>	<b>-95 326</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-11 693</b>	<b>-6 944</b>	<b>-14 927</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-13 059</b>	<b>-6 428</b>	<b>-110 253</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</b>	<b>-13 594</b>	<b>-14 406</b>	<b>-14 740</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</b>	<b>0</b>	<b>-12 050</b>	<b>-10 585</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C )</b>	<b>-13 594</b>	<b>-26 456</b>	<b>-25 325</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>			
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>	<b>201 023</b>	<b>-318 186</b>	<b>-179 072</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>15 583</b>	<b>194 655</b>	<b>194 655</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	67 119	56 947	56 947
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-51 536	137 708	137 708
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>216 606</b>	<b>-123 531</b>	<b>15 583</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	56 777	63 912	67 119
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	159 829	-187 443	-51 536
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>201 023</b>	<b>-318 186</b>	<b>-179 072</b>

\* y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2009, ce flux a été essentiellement impacté par les opérations avec SACAM AVENIR (-811 K€) et SACAM International (-539 K€).

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine à ses actionnaires, à hauteur de 13 619 K€ pour le premier semestre 2009.

(3) au cours du premier semestre 2009, il n'y a pas eu d'émissions de dettes subordonnées.

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

## 1. *Principes et Méthodes applicables dans le groupe*

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés semestriels résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009.

Le Groupe Crédit Agricole applique ce référentiel, en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union Européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine au 31 décembre 2008, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30/06/09 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2009. Celles-ci portent sur :

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions
- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle

La première application d'IFRS 8 n'a pas entraîné de modification dans l'information sectorielle présentée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine. En effet, le premier niveau d'information sectorielle présentée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine sur les exercices précédents correspond déjà en pratique aux secteurs opérationnels à présenter selon les dispositions d'IFRS 8.

- l'amendement de la norme IAS 23 issu du règlement du 10 décembre 2008 (CE n° 1260/2008), relative aux coûts d'emprunt
- l'amendement de la norme IFRS 2 issu du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1261/2008), relative au paiement fondé sur des actions et portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations de transactions
- l'interprétation IFRIC 13 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1262/2008), relative au programme de fidélisation des clients
- l'interprétation IFRIC 14 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1263/2008) et relative au plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, aux exigences de financement minimal et à leur interaction dans le cadre de la norme IAS 19 portant sur les avantages du personnel
- la révision de la norme IAS 1 issue du règlement du 17 décembre 2008 (CE n° 1274/2008), relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes
- les amendements des normes IAS 32 et IAS 1, issus du règlement du 21 janvier 2009 (CE n° 53-2009), relatifs au classement de certains instruments financiers et aux informations liées à fournir

- les amendements des normes IAS 27 et IFRS 1, issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatifs au coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée
- 35 amendements issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n°70-2009), visant à améliorer et clarifier 18 normes. Il est à noter que la date de première application de l'amendement de la norme IFRS 5, et de l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle, est repoussée aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle. Ces amendements seront appliqués pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010
- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2009.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2008 de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les dépréciations durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## **2. Périmètre de consolidation – parties liées**

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 9.

### **2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice**

#### **✓ Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2009**

Aucune nouvelle société n'est entrée dans le périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2009.

#### **✓ Sociétés sorties du périmètre au 30 juin 2009**

Les Caisses Locales de Cany Barville et de Saint Valery en Caux ont fusionné pour constituer la Caisse Locale Côte d'Albâtre.

#### **✓ Changement de dénomination sociale :**

Hormis les changements liés à la fusion des Caisses Locales de Cany Barville et de Saint Valery en Caux, il n'y a pas eu d'autre changement de dénomination sociale au cours du premier semestre 2009.

### **2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre**

Aucune opération externe n'a été réalisée au cours du premier semestre 2009.

### **2.3. Les écarts d'acquisition**

Néant.

### 3. Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 220	5 653	1 971
Sur opérations internes au Crédit Agricole	10 212	17 865	10 145
Sur opérations avec la clientèle	184 250	362 446	172 426
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	1 254	1 346	639
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2 038	3 258	1 782
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	10 678	27 928	13 422
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés	1	1	1
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>212 653</b>	<b>418 497</b>	<b>200 386</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 736	-3 237	-577
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-112 774	-221 026	-103 689
Sur opérations avec la clientèle	-4 101	-16 773	-8 612
Actifs financiers disponibles à la vente		-11	-4
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-60	-1 037	-572
Sur dettes subordonnées	-206	-717	-512
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-6 467	-28 495	-13 517
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées			
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-127 344</b>	<b>-271 296</b>	<b>-127 483</b>

(1) dont 2 478 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2009 contre 6 104 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 3 304 milliers d'euros au 30 juin 2008.

(2) dont 1 559 milliers d'euros au 30 juin 2009 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 3 435 milliers d'euros au 31 décembre 2008 et 1 735 milliers d'euros au 30 juin 2008.

### 3.2. Commissions nettes

	30.06.2009			31.12.2008			30.06.2008		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Sur opérations avec les établissements de crédit	548	-262	286	1 154	-490	664	461	-202	259
Sur opérations internes au Crédit Agricole	11 271	-11 187	84	21 324	-13 249	8 075	9 589	-5 215	4 374
Sur opérations avec la clientèle	20 529		20 529	39 033		39 033	19 825		19 825
Sur opérations sur titres			0			0			0
Sur opérations de change	57		57	147		147	74		74
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	1 278	-152	1 126	3 062	-410	2 652	2 022	-195	1 827
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers (1)	49 657	-2 996	46 661	59 143	-7 416	51 727	29 806	-3 363	26 443
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues (1)	1 745		1 745	16 276	-144	16 132	8 513	-57	8 456
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>85 085</b>	<b>-14 597</b>	<b>70 488</b>	<b>140 139</b>	<b>-21 709</b>	<b>118 430</b>	<b>70 290</b>	<b>-9 032</b>	<b>61 258</b>

(1) certaines commissions de prestations de services financiers, jusque là affectées à la rubrique "commissions sur gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues" ont été réaffectées à la rubrique "commissions sur moyens de paiement et autres services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à 49 milliers d'euros au titre du 1er semestre 2009. De plus les commissions ADI (11 848 K€) qui figuraient au 31/12/08 dans les produits et charges nets des autres activités sont maintenant reclassées dans les commissions (autres prestations de services) (Cf annexe 3.5)

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	1 057	6 746	-3 721
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-348	59	27
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	92	187	93
Résultat de la comptabilité de couverture	1		1
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>802</b>	<b>6 992</b>	<b>-3 600</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	8 033	16 668	-8 635
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>	16 668	8 033	8 635
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>			
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>24 701</b>	<b>24 701</b>	<b>0</b>

(1) les variations de juste valeur sur les swaps de couverture sont enregistrées en distinguant les montants bruts de gains ou de pertes générés par chaque position sous-jacente. Cette méthode ne s'applique pas aux instruments couverts.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2008		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	20 252	47 084	-26 832
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>	47 084	20 252	26 832
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>			
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>67 336</b>	<b>67 336</b>	<b>0</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	18 039	1 614	16 425
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>	1 614	18 039	-16 425
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>			
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
<b>Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie</b>			
<b>Total résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>19 653</b>	<b>19 653</b>	<b>0</b>

### 3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus	14 122	29 453	27 870
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *	7 112	2 571	607
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)		-29	-9
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances			337
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>21 234</b>	<b>31 995</b>	<b>28 805</b>

\* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		327	205
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-38	-84	-44
Autres produits (charges) nets	-362	22 469	11 137
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>-400</b>	<b>22 712</b>	<b>11 298</b>

Variation significative suite au reclassement sur 2009 des commissions ADI (11 848 K€) et des commissions de cautions des autres produits (ou charges) vers les commissions (note 3.2).



### 3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>	<b>30.06.2008</b>
Charges de personnel	60 505	109 032	58 309
Impôts et taxes	2 969	5 542	2 768
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	26 620	53 764	27 065
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>90 094</b>	<b>168 338</b>	<b>88 142</b>

#### Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>	<b>30.06.2008</b>
Salaires et traitements	32 982	60 638	31 957
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	3 235	6 576	3 119
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	651	1 421	596
Autres charges sociales	12 600	21 558	11 883
Intéressement et participation	6 991	10 689	6 865
Impôts et taxes sur rémunération	4 046	8 150	3 889
<b>Total charges de personnel</b>	<b>60 505</b>	<b>109 032</b>	<b>58 309</b>

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>	<b>30.06.2008</b>
Dotations aux amortissements	3 866	7 963	3 789
Dotations aux dépréciations			
<b>Total</b>	<b>3 866</b>	<b>7 963</b>	<b>3 789</b>

### 3.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-48 477</b>	<b>-47 372</b>	<b>-32 167</b>
Actifs financiers disponibles à la vente	-220		
Prêts et créances	-45 465	-43 340	-30 328
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-662	-1 454	-397
Risques et charges	-2 130	-2 578	-1 442
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>31 919</b>	<b>29 334</b>	<b>30 636</b>
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	25 986	17 887	19 672
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		5	5
Engagements par signature	221	447	575
Risques et charges	5 712	10 995	10 384
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-16 558</b>	<b>-18 038</b>	<b>-1 531</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-230	-589	-321
Récupérations sur prêts et créances amorties	15	106	104
Décotes sur crédits restructurés	-74	-149	-97
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			
<b>Coût du risque</b>	<b>-16 847</b>	<b>-18 670</b>	<b>-1 845</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>175</b>	<b>-73</b>	<b>-4</b>
Plus-values de cession	190	201	
Moins-values de cession	-15	-274	-4
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>175</b>	<b>-73</b>	<b>-4</b>

### 3.10. Impôts

#### Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2009</b>	<b>31.12.2008</b>	<b>30.06.2008</b>
Charge d'impôt courant	16 048	35 262	16 430
Charge d'impôt différé	2 635	-898	-612
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>18 683</b>	<b>34 364</b>	<b>15 818</b>

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/09

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	66 801	34,43%	23 000
Effet des différences permanentes			-4 021
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			456
Effet de l'imposition à taux réduit			-462
Effet des autres éléments			-290
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>27,97%</b>	<b>18 683</b>

Au 31/12/08

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	132 286	34,43%	45 546
Effet des différences permanentes			-8 708
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-565
Effet de l'imposition à taux réduit			-1 909
Effet des autres éléments			-1 909
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>25,98%</b>	<b>34 364</b>

Au 30/06/08

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	76 884	34,43%	26 471
Effet des différences permanentes			-8 412
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			0
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			201
Effet de l'imposition à taux réduit			-510
Effet des autres éléments			-1 932
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>20,57%</b>	<b>15 818</b>

### 3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des gains et pertes comptabilisés de la période, net d'impôts.

	gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Variation de juste valeur		-214 979	985	-213 994	
Transfert en compte de résultat		-546		-546	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-215 525</b>	<b>985</b>	<b>-214 540</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part minoritaire)</b>				<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-215 525</b>	<b>985</b>	<b>-214 540</b>	<b>0</b>
Variation de juste valeur		-370 480	-540	-371 020	
Transfert en compte de résultat		-1 833		-1 833	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-372 313</b>	<b>-540</b>	<b>-372 853</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part minoritaire)</b>				<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (1)</b>	<b>0</b>	<b>-372 313</b>	<b>-540</b>	<b>-372 853</b>	<b>0</b>
Variation de juste valeur		130 322	-16	130 306	
Transfert en compte de résultat		-4 522		-4 522	
Variation de l'écart de conversion				0	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>125 800</b>	<b>-16</b>	<b>125 784</b>	<b>0</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part minoritaire)</b>				<b>0</b>	
<b>Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (1)</b>	<b>0</b>	<b>125 800</b>	<b>-16</b>	<b>125 784</b>	<b>0</b>

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Montant brut	124 794	-386 852	-223 550
Impôt	1 006	14 539	8 025
Total net	125 800	-372 313	-215 525

## 4. Informations sectorielles

### Information par secteur opérationnel

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine exerce l'essentiel de son activité en France, dans un seul secteur d'activité et dans la banque de proximité. Cela ne justifie pas la production de tableaux détaillés par zone géographique.

## 5. Notes relatives au bilan

### 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 739	6 444
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		5 333
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>7 739</b>	<b>11 777</b>
<i>Dont Titres prêtés</i>		

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	7 739	6 444
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>7 739</b>	<b>6 444</b>

#### Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	5 333
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		5 333
- Actions et autres titres à revenu variable		
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>0</b>	<b>5 333</b>

#### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.06.2009	31.12.2008
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	4 567	3 634
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>4 567</b>	<b>3 634</b>

## Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	4 567	3 634
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>4 567</b>	<b>3 634</b>

## 5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009			31.12.2008		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	262 300	25 025	4 324	283 055	30 148	5 880
Actions et autres titres à revenu variable	16 701	994	97	15 915	959	98
Titres de participation non consolidés	464 078	24 219	2 107	333 024	14 778	120 993
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	360			267		
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>743 439</b>	<b>50 238</b>	<b>6 528</b>	<b>632 261</b>	<b>45 885</b>	<b>126 971</b>
<b>Impôts</b>		<b>-9 436</b>	<b>-1 522</b>		<b>-10 977</b>	<b>-2 059</b>
<b>Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS)</b>		<b>40 802</b>	<b>5 006</b>		<b>34 908</b>	<b>124 912</b>

## 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

### Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	396	347
dont comptes ordinaires débiteurs sains	396	347
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	2 692	2 692
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
<b>Total</b>	<b>3 088</b>	<b>3 039</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>22</b>	<b>19</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>3 110</b>	<b>3 058</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	163 281	3 093
Comptes et avances à terme	171 658	165 560
Prêts subordonnés	31 200	31 200
<b>Total</b>	<b>366 139</b>	<b>199 853</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>7 838</b>	<b>5 355</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>373 977</b>	<b>205 208</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>377 087</b>	<b>208 266</b>

## Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en milliers d'euros)</i>		
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	20 609	22 458
Autres concours à la clientèle	8 084 559	7 916 615
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	47 000	47 000
Titres non cotés sur un marché actif	3 157	3 157
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	126 830	108 932
Comptes ordinaires débiteurs	59 454	64 628
<b>Total</b>	<b>8 341 609</b>	<b>8 162 790</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>55 588</b>	<b>55 797</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>-218 488</b>	<b>-206 092</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>8 178 709</b>	<b>8 012 495</b>
<b>Opérations de location financement</b>		
Location financement immobilier		
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Créances rattachées</b>		
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur nette au bilan (1)</b>	<b>8 178 709</b>	<b>8 012 495</b>

(1) dont 355 379 K€ apportés en garantie à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Société Française de l'Economie Française (SFEF). La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

## Prêts et créances sur la clientèle par agent économique

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009					
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	Total
Administrations centrales						0
Etablissements de crédit						0
Institutions non établissements de crédit	679 398					679 398
Grandes entreprises	1 552 985	33 860	15 457	22 032	18 570	1 518 958
Clientèle de détail	6 109 226	49 656	31 577	40 999	30 700	6 046 949
<b>Total *</b>	<b>8 341 609</b>	<b>83 516</b>	<b>47 034</b>	<b>63 031</b>	<b>49 270</b>	<b>8 245 305</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						45 531
<b>Dépréciations sur base collective</b>						-112 127
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>8 178 709</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés pour 2 419 milliers d'euros

	31.12.2008					
	Encours bruts	dont Encours dépréciés non compromis	dépréciations / encours non compromis	dont Encours dépréciés compromis	dépréciations / encours compromis	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Administrations centrales						0
Etablissements de crédit						0
Institutions non établissements de crédit	738 742					738 742
Grandes entreprises	1 482 164	20 043	13 594	17 935	16 317	1 452 253
Clientèle de détail	5 941 884	38 923	18 874	41 712	30 510	5 892 500
<b>Total *</b>	<b>8 162 790</b>	<b>58 966</b>	<b>32 468</b>	<b>59 647</b>	<b>46 827</b>	<b>8 083 495</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						45 606
<b>Dépréciations sur base collective</b>						-116 606
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>8 012 495</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés pour 2 874 milliers d'euros

#### 5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31.12.2008	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2009
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Créances sur établissements de crédit</b>							0
<b>Créances sur la clientèle</b>	206 092		47 095	-34 700		1	218 488
dont dépréciations collectives	116 606		9 991	-14 470			112 127
<b>Opérations de location financement</b>							0
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>							0
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	1 212		220				1 432
<b>Autres actifs financiers</b>	40						40
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>207 344</b>	<b>0</b>	<b>47 315</b>	<b>-34 700</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>219 960</b>



## 5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	6 541	11 465
dont comptes ordinaires créditeurs	2 693	2 692
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Sous-total</b>	<b>6 541</b>	<b>11 465</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>24</b>	<b>38</b>
<b>Total</b>	<b>6 565</b>	<b>11 503</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs		46 203
Comptes et avances à terme	6 414 185	5 878 503
<b>Sous-total</b>	<b>6 414 185</b>	<b>5 924 706</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>13 198</b>	<b>13 218</b>
<b>Total</b>	<b>6 427 383</b>	<b>5 937 924</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 433 948</b>	<b>5 949 427</b>

### Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Comptes ordinaires créditeurs	1 762 119	1 833 538
Comptes d'épargne à régime spécial	31 450	30 591
Autres dettes envers la clientèle	73 483	228 143
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
<b>Total</b>	<b>1 867 052</b>	<b>2 092 272</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>6 414</b>	<b>7 061</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 873 466</b>	<b>2 099 333</b>

## 5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse	3 573	7 009
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	0	1 460
. Émis en France		1 460
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Total</b>	<b>3 573</b>	<b>8 469</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>66</b>	<b>78</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 639</b>	<b>8 547</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	9 136	9 136
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
<b>Total</b>	<b>9 136</b>	<b>9 136</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>233</b>	<b>27</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 369</b>	<b>9 163</b>

## 5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
Valeur brute	2 351		33				2 384
Amortissements et dépréciations	-1 191		-38				-1 229
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 160</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 155</b>

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

## 5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	165 641		11 800	-1 948		206	175 699
Créances rattachées (1)	0						0
Amortissements & Dépréciations (2)	-114 807		-3 790	1 931		-206	-116 872
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>50 834</b>	<b>0</b>	<b>8 010</b>	<b>-17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>58 827</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	4 207		85				4 292
Amortissements & Dépréciations	-3 981		-76				-4 057
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>226</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>235</b>

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

(2) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

## 5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2009
Risques sur les produits épargne logement	12 920				-2 590			10 330
Risques d'exécution des engagements par signature	2 276		662		-221		2	2 719
Risques opérationnels	6 528		1 203	-18	-542			7 171
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	852		651	-27				1 476
Litiges divers	185		26		-39		1	173
Participations	0							0
Restructurations	0							0
Autres risques	13 469		1 130	-4 535	-974			9 090
<i>Dont provisions pour risques de litiges (actions en responsabilité)</i>	<i>10 984</i>		<i>896</i>	<i>-4 153</i>	<i>-621</i>			<i>7 106</i>
<i>Dont autres provisions pour risques</i>	<i>2 485</i>		<i>234</i>	<i>-382</i>	<i>-353</i>			<i>1 984</i>
<b>Provisions</b>	<b>36 230</b>	<b>0</b>	<b>3 672</b>	<b>-4 580</b>	<b>-4 366</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>30 959</b>

### Provision épargne logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	970 332	979 439
Ancienneté de plus de 10 ans	397 045	393 563
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 367 377</b>	<b>1 373 002</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>254 113</b>	<b>251 385</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>1 621 490</b>	<b>1 624 387</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2009, et hors prime d'état

#### Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	29 428	25 893
<b>Comptes épargne-logement :</b>	66 868	66 285
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>96 296</b>	<b>92 178</b>

#### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 330	4 140
Ancienneté de plus de 10 ans	2 670	2 060
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>5 000</b>	<b>6 200</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>5 330</b>	<b>6 720</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>10 330</b>	<b>12 920</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

## 5.10. Capitaux propres

### ➤Composition du capital au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01.01.2009	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 30.06.2009
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	<b>1 053 618</b>			<b>1 053 618</b>
Dont part du Public	1 053 618			1 053 618
Dont part Crédit Agricole S.A.				
Dont part Auto-détenue				
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>1 513 954</b>			<b>1 513 954</b>
Dont part du Public				
Dont part Crédit Agricole S.A.	1 513 954			1 513 954
<b>Parts sociales</b>	<b>3 488 244</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>3 488 244</b>
Dont 73 Caisses Locales	3 484 110	4		3 484 114
Dont 20 administrateurs de la CR	24	1	5	20
Dont Crédit Agricole S.A.	1			1
Dont sociétaires collectifs	4 109			4 109
<b>TOTAL</b>	<b>6 055 816</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>6 055 816</b>

La valeur nominale des actions est de 15,25 euros et le montant du capital est 92 351 milliers d'euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

### ➤Distribution

Les montants relatifs aux distributions figurent dans le tableau de variation des capitaux propres.

## 6. Engagements de financement et de garantie

(en milliers d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 445 054</b>	<b>1 270 927</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	1 445 054	1 270 927
Ouverture de crédits confirmés	881 733	657 100
- Ouverture de crédits documentaires	3 054	3 309
- Autres ouvertures de crédits confirmés	878 679	653 791
Autres engagements en faveur de la clientèle	563 321	613 827
<b>Engagements de garantie</b>	<b>155 055</b>	<b>138 940</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	0	0
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
. Engagements d'ordre de la clientèle	155 055	138 940
Cautions, avals et autres garanties	8 654	10 686
Cautions immobilières	47 609	44 653
Gar. Rbt de crédits distr./ autres EC	36 435	31 973
Autres garanties d'ordre de la clientèle	62 357	51 628
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>72 650</b>	<b>133 035</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	72 650	133 035
. Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>2 045 180</b>	<b>1 825 622</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	323 293	333 097
. Engagements reçus de la clientèle	1 721 887	1 492 525
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	247 309	218 711
Autres garanties reçues	1 474 578	1 273 814

## 7. Reclassements d'instruments financiers

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés.
  - **Reclassements effectués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine**

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine n'a pas opéré, en 2008, ni en 2009, de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39.

## 8. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Normandie-Seine n'a pas constaté d'événements postérieurs au 30 juin 2009.

## 9. Périmètre de consolidation au 30 juin 2009

CAISSE LOCALE	ADRESSE	CODE POSTAL	PRESIDENT
LES ANDELYS	7, Place Nicolas Poussin	27700	Alain MARC
AUMALE	Rue René Gicquel	76390	Jean-Pierre AVRIL
BEAUMESNIL	2, rue du Château	27410	Jean-Pierre LEVILLAIN
BEAUMONT LE ROGER	49, Rue Saint Nicolas	27170	Alain VANNIER
BERNAY	Place du Cosnier	27300	Joseph VITTECOQ-WOLFF
BEUZEVILLE	97 Rue de Verdun	27210	Daniel HEUSSE
BOLBEC	1, Place Félix Faure	76210	Marcel QUESNEL
BOSC-LE-HARD	Rue du grand Tendos	76850	Léon LEVASSEUR
BOURGTHEROULDE	Grande Rue	27520	Patrick LIEVENS
BRETEUIL SUR ITON	8 Rue Aristide Briand	27160	Chantal VERMEULEN
BRIONNE	15, Rue de la soie	27800	Gilles GILLES
BROGLIE	12 Rue Augustin Fresnel	27270	Jean-Pierre DECULTOT
BUCHY	48 Route de Forges	76750	René CARON
CAUDEBEC EN CAUX	Rue de la Vicomté	76490	Yvan LEMAIR
CONCHES EN OUCHE	30, Place Carnot	27190	Michel DELIVET
CORMEILLES	1, Place du Général de Gaulle	27260	Alain GUESDON
CÔTE D'ALBÂTRE	Place Robert Gabel	76450	Guy BUREL
CRIQUETOT L'ESNEVAL	Place du Général Leclerc	76280	Gérard BARIL
DAMVILLE	2, Place de la Halle	27240	Benoît LEFORT
DIEPPE	200, Grande Rue	76200	Hubert BOULEY
DOUDEVILLE	11 Place du Général de Gaulle	76560	Thierry BONNET
DUCLAIR	5 Rue de Verdun	76480	Catherine LILLINI
ECOS	15, rue de Bray	27630	Denis CALLENS
Du pays d'ELBEUF	50, Rue des Martyrs	76500	Régis CAVILLON
ENVERMEU	7, Place du Marché	76630	Philippe CREVECOEUR
ETREPAGNY	18 Rue du Maréchal Foch	27150	Pierre DEGRAEVE
EU	10, Place Guillaume le Conquérant	76260	Alain CREVECOEUR
EVREUX	14 Rue de Grenoble BP 153	27000	Jean-Louis MAURICE
FAUVILLE EN CAUX	775, rue Bernard THELU	76640	Benoît SERVAIN
FECAMP	63 et 65 Rue Jacques Huet	76400	Bernard LOUIS
FLEURY SUR ANDELLE	Rue Pouyer Quartier	27380	Christophe SYNAEVE
FONTAINE-LUNERAY	Rue du Général de Gaulle	76810	Patrick OUVRY
FORGES-LES-EAUX	11, Place Brévière	76440	Francis BEAUFILS
FOUCARMONT-BLANGY SUR BRESLE	Place du Marché	76340	François GENTY
GAILLON	25, Avenue du Maréchal Leclerc	27600	Clotilde SENEAL
GISORS	18, rue du Général de Gaulle	27140	Christian LANGLET
GODERVILLE	Place Godart des Vaux	76110	Véronique TENIERE
GOURNAY-EN-BRAY	17, Place Nationale	76220	Benoît DUCLOS
GRAND-QUEVILLY	108, Avenue des Provinces	76120	Jean FABEL
LE HAVRE	29 à 33, Avenue René Coty	76600	Régis SAADI
PLATEAU DU NEUBOURG	38, Rue de la République	27110	Jean-Marc LEROY
LILLEBONNE	11, Place du Général de Gaulle	76170	Didier BOCQUET
LONDINIERES	Place du marché	76660	Hubert TABUR
LONGUEVILLE S/SCIE - BACQUEVILLE	Rue Berthet Bulet	76590	Antoine LECOSSAIS
LOUVIERS	1, Rue Delamare	27400	Anne PELLERIN
LYONS-LA -FORÊT	4, rue Froide	27480	Claude PARIS
MESNIL-ESNARD	80, Route de Paris	76240	Benoît DUBOSC
MONTFORT SUR RISLE	57, rue Saint Pierre	27290	Gérard AUBLE
MONT SAINT AIGNAN	Centre commercial Coquets	76130	Jean-Louis BLANC
MONTIVILLIERS	9, Rue René Coty	76290	Pascal VIMBERT
NEUFCHATEL-en-BRAY	9, Grande Rue Notre Dame	76270	Patrick OZANNAT
NONANCOURT	Place Aristide Briand	27320	Bruno LEROY

PACY SUR EURE	96, Rue Isambard	27120	Jean-Pierre BASILLAIS
PAVILLY	22, Rue Jean Maillard	76570	Rémy GRANDSIRE
PONT DE L'ARCHE	3, Rue Alphonse Samain	27340	Jean-Pierre ACHARD
PONT-AUDEMER	2, Rue du Maréchal Leclerc	27500	Françoise TOPSENT
ROUEN	37 Rue Jeanne d'Arc	76000	Gérard DEBRAY
ROUTOT- BOURG ACHARD	Route de la Chapelle Brestot	27350	Didier CAILLOUEL
RUGLES	33 Rue des Forges	27250	François COURVOISIER
RY	Grande Rue	76116	José VERHAEGHE
SAINT ANDRE DE L'EURE	23 Rue Chanoine Boulogne	27220	Jean-Claude LEFEBVRE
SAINT GEORGES DU VIEVRE	16 Rue de l'Eglise	27450	Philippe COCAGNE
SAINT-SAENS	Place Maintenon	76680	Igor ROUSSIGNOL
SOTTEVILLE-LES-ROUEN	Place de l'Hôtel de Ville	76300	Claude DOUVILLE
SAINT ROMAIN DE COLBOSC	Place de la Libération	76430	Michel SAVALLE
THIBERVILLE	36, Rue de Bernay	27230	Bruno FRANCK DE PREAUMONT
TÔTES / AUFFAY	8 Rue Guy de Maupassant	76890	Damien PESQUET
VALMONT	9 Rue Jules Crochemore	76540	Dominique LEPLAY
VERNEUIL SUR AVRE	408, Rue de la Madeleine	27130	Roger DEPUYDT
VERNON	2 bis, Place d'Evreux	27200	André SWYNGEDAUF
YERVILLE	Place du marché	76760	Pascal DUPERRON
YVETOT	Le Mail	76190	Dominique DAVID
MULTIPAR	Chemin de la Bretèque	76238	Philippe LETHROSNE

KMPG AUDIT  
Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex  
S.A. au capital de € 5.497.100

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG AUDIT  
Faubourg de l'Arche  
11, allée de l'Arche  
92037 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

## **AU 30 JUIN 2009**

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie-Seine**



KMPG AUDIT  
Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex  
S.A. au capital de € 5.497.100

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG AUDIT  
Faubourg de l'Arche  
11, allée de l'Arche  
92037 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie-Seine

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2009

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie-Seine, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> Janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Normandie-Seine a appliquées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 31 juillet 2009

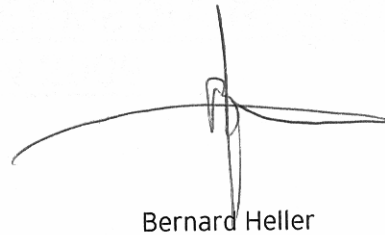
Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Gabriel Morin

ERNST & YOUNG Audit



Bernard Heller